

LA MANIFESTATION DU 8 MAI 1968 À QUIMPER

Christian Bougeard

01/05/2018

Cinquante ans après Mai 68, la mise en ligne par la Fondation Jean-Jaurès d'une série de clichés des photographes Monique et Pierre Guéna pris à Quimper le 8 mai 1968 est l'occasion de revenir sur les événements qui, durant deux mois, ont secoué non seulement Paris et le Quartier latin, mais aussi d'autres villes plus petites dans tout le pays.

La série de photographies de Monique et Pierre Guéna sur Mai 68 est d'autant plus précieuse que les documents iconographiques de mai et juin 1968 sont rares, sauf à Nantes, dans les collections publiques en Bretagne. Durant cette période, les Bretons sont particulièrement mobilisés, d'abord, pour des raisons spécifiques, le 8 mai 1968, puis dans le cadre du mouvement national. Bien loin de Paris et de son agitation étudiante, il est intéressant de remettre en contexte ces images prises dans une petite ville du sud du Finistère, Quimper, une ville non universitaire, si l'on excepte quelques classes préparatoires. Située en Basse-Bretagne bretonnante, la ville est particulièrement observée ce 8 mai 1968, tant par les autorités que par la presse régionale et même par les responsables syndicaux bretons qui sont à l'initiative de cette grande journée de mobilisation dans l'ouest de la France, dans les deux régions Bretagne et Pays de la Loire. En effet, des affrontements très violents avec les forces de l'ordre se sont déroulés à Quimper le 2 octobre 1967.

Une petite cité tranquille

Depuis longtemps, Quimper, la ville-préfecture du Finistère sur les bords de l'Odette, est concurrencée par Brest, sa grande rivale, le port du Ponant, qui est le grand pôle économique et urbain de la pointe de Bretagne. En 1968, selon les recensements, Quimper compte 52 496 habitants contre 154 023 pour Brest (environ 160 000 pour l'agglomération). Pourtant, la première connaît depuis le début des années 1960 des mutations importantes. En 1954, corsetée dans ses 192 hectares, la commune de Saint-Corentin n'abritait que 19 352 âmes et perdait des habitants. André Monteil, député démocrate-chrétien (MRP) depuis 1945, élu maire début 1955, ancien ministre de la IV^e République, obtient en décembre 1959 la fusion de la ville avec trois communes

voisines, Ergué-Armel, Kerfeunteun et Penhars, portant la superficie à 8 000 hectares et la population à 50 670 habitants en 1962. Alimenté par une robuste natalité et l'arrivée de nouvelles populations quittant les campagnes voisines, le Grand Quimper a connu dans les années 1960 une croissance démographique de 2,18% par an, nécessitant la construction de ZUP pour l'absorber, comme celle de Kermoyan, et l'aménagement d'une première zone industrielle en 1962. Trop loin de Paris, Quimper n'a pourtant bénéficié d'aucune opération de décentralisation industrielle ou technologique de 1954 à 1972.

Une ville disputée par les centristes et les gaullistes, qui passe à gauche en 1960

La création du Grand Quimper a des conséquences politiques inattendues dans une ville dirigée par un maire MRP à la Libération (1944-1947), puis par le gaulliste RPF Joseph Halléguen de 1947 à 1953, député de 1951 à sa mort en 1955. En 1953, une alliance de type troisième force entre le MRP, la SFIO et les radicaux écarte du poste de maire Joseph Halléguen, qui a rompu avec le RPF mais dont la liste « indépendante » a eu le plus d'élus. Le MRP François Paugam devient maire de Quimper. La situation, qui est très houleuse et instable car les ex-gaullistes refusent la nouvelle majorité, débouche sur une crise municipale et une situation de blocage. À la mort de François Paugam (novembre 1954), André Monteil, ancien résistant et ancien professeur de lycée, dirigeant national du MRP et ministre de la Santé de Pierre Mendès France, lui succède avec les voix de la SFIO. Un MRP a repris le canton de Quimper en 1955 après la disparition de Joseph Halléguen.

Mais la crise de 1958, qui avec le retour au pouvoir du général de Gaulle signe la mort de la IV^e République et la naissance de la V^e, bouleverse la donne politique dans la nouvelle circonscription. Lors des élections législatives de novembre, un revenant politique, l'armateur Hervé Nader, candidat à toutes les élections depuis 1945, l'emporte avec 46,4% des voix dans une triangulaire en battant André Monteil et l'ancien chef FTP communiste Daniel Trellu. À gauche, dans cette circonscription qui englobe des ports de pêche du pays bigouden, le PCF (21,7%) devance toujours au premier tour la SFIO (12,4%). Ancien député très à droite de 1936 à 1940, pétainiste devenu résistant en participant au réseau de renseignement Johnny du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), déporté, Hervé Nader s'est fait élire sous l'étiquette gaulliste de l'Union pour la nouvelle République (UNR). Pourtant, en 1962, il vote la censure du gouvernement Pompidou, ce qui lui vaut comme républicain indépendant d'être sévèrement battu (14,4% des suffrages exprimés au premier tour) par Roger Évrard, un militant ex-RPF candidat officiel de l'UNR qui obtient 60,75% des voix au second tour contre le communiste Daniel Trellu.

Hervé Nader fait figure de trublion de la vie politique quimpéroise. Reprenant à son compte le projet de fusion porté par les socialistes de l'agglomération depuis 1945, il met cette question au centre du débat politique lors des campagnes électorales de 1958 et des municipales de 1959, contraignant son adversaire centriste André Monteil, beaucoup plus réservé, à s'engager. En attendant la mise en place du Grand Quimper, un maire de transition MRP assure la direction de la cité. Au début de l'année 1960, élu sénateur, André Monteil mène à nouveau la liste municipale du MRP. Durant toute la campagne, il est violemment attaqué par Hervé Nader mais vire en tête devant la liste SFIO-radicaux d'Yves Thépot, maire socialiste d'Ergué-Armel, appuyé par Léon Goraguer, maire de centre gauche (non encarté) de Penhars depuis 1958. Les deux hommes dirigent des municipalités laïques qui regroupent socialistes et radicaux. Yves Thépot, artisan serrurier et homme de gauche, est un élu très enraciné dans sa commune d'Ergué-Armel.

La tentative du MRP et de la droite de recoller les morceaux entre les deux tours en constituant une liste commune conduite par les deux adversaires de la veille ne convainc pas les électeurs quimpérois. À la surprise générale, c'est la liste de gauche qui a refusé l'alliance avec les communistes qui l'emporte le 6 mars 1960 avec 51,31% des suffrages. Ville modérée, Quimper bascule au centre gauche. Yves Thépot entre donc à l'hôtel de ville. En 1964, il ne parvient pas à prendre le canton au MRP René Coadou, élu depuis 1955. Lors des élections municipales de 1965, Yves Thépot refuse les propositions d'une liste d'union des gauches avec le PCF et le Parti socialiste unitaire (PSU) afin de ne pas effrayer son électorat centriste. MRP et UNR ne parviennent pas non plus à s'unir. Grâce au retrait de la seconde liste de gauche, Yves Thépot conserve la mairie avec 51,3% des suffrages (33 élus). Lors de l'élection présidentielle de décembre 1965, Quimper vote à peu près comme le reste de la France : au second tour, le général de Gaulle y obtient 55,8% des suffrages contre 44,2% pour François Mitterrand. Yves Thépot meurt le 9 novembre 1967, il est remplacé par Léon Goraguer. C'est lui, présent devant la préfecture sur les photos de la manifestation du 8 mai, qui va affronter les événements de Mai 68 à Quimper.

Auparavant, les élections législatives de mars 1967 ont braqué les projecteurs sur Quimper. Fidèle au Général, la Bretagne devient un terrain de parachutage pour ministres et personnalités gaullistes en mal de circonscription : Pierre Messmer, battu par le maire socialiste FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) ; Yves Allainmat à Lorient en 1965 ; Olivier Guichard à Guérande-La Baule ; Michel Cointat à Fougères ; et Edmond Michelet à Quimper. Manquant de leader d'envergure dans le Finistère, l'UNR-UDT souhaite faire appel à une personnalité connue, quitte à éjecter de son fauteuil parlementaire son député sortant Roger Évrard. On pense d'abord à Louis Joxe qui va finalement à Lyon, car ce gaulliste de gauche ne correspond guère à la sensibilité locale bien ancrée à droite. Le général de Gaulle jette son dévolu sur Edmond Michelet, ancien résistant et déporté, un des fondateurs du MRP rallié au RPF, ancien

ministre puis membre du Conseil constitutionnel. Edmond Michelet atterrit donc à Quimper, où André Malraux vient le soutenir. Il affronte les deux ex-gaullistes exclus, Roger Évrard et Hervé Nader, ainsi que trois candidats de gauche. Edmond Michelet l'emporte au second tour avec 56,5% des voix contre le communiste Jean-François Hamon. Il est immédiatement nommé ministre de la Fonction publique dans le quatrième gouvernement Pompidou, laissant son siège à son suppléant, Marc Bécam, qui travaillait dans le syndicalisme agricole à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère. N'ayant pas été investi par le Centre démocrate de Jean Lecanuet, le préfet lui avait proposé la suppléance d'un homme qui n'avait aucune attache dans le département. Tel est le paysage politique quimpérois en mai 1968.

2 octobre 1967 : Quimper dans l'œil du cyclone

L'ouest de la France connaît de profondes et rapides mutations économiques et sociales dans les années 1960 : exode rural et contraintes de l'adaptation du monde agricole à l'entrée dans le marché commun et à la Politique agricole commune, modernisation des structures agraires, urbanisation rapide et crise des industries traditionnelles, politique de décentralisation industrielle impulsée par l'État mais inégalement répartie, refus de réponse ou rejet par le pouvoir gaullien d'un programme d'action régionale élaboré par le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB). Structure originale créée en 1951 pour faire pression sur les gouvernements et défendre à Paris les intérêts régionaux, le CELIB est présidé par René Pleven, député centriste des Côtes-du-Nord, ancien bras droit de De Gaulle à Londres et plusieurs fois ministre et président du Conseil de la IV^e République.

À partir de 1967, des inquiétudes et un malaise grandissants s'expriment en Bretagne. Plus on vit éloigné de la capitale – ce qui est le cas des Quimpérois –, plus on a l'impression que le pouvoir central ignore l'avenir économique régional ou s'en désintéresse, voire le sacrifie. Le départ massif de jeunes, dont certains sont diplômés, pour chercher des emplois est de plus en plus mal vécu. On ne sait pas encore que le phénomène migratoire va s'inverser à partir de 1968. Responsables politiques, en particulier centristes et élus de gauche (cinq députés sur trente-trois en 1967, trois SFIO-FGDS, deux PSU) et syndicalistes ouvriers et agricoles partagent ces inquiétudes dans une période où les cadres, surtout dans le syndicalisme agricole (FDSEA, CDJA), se renouvellent et recourent à un discours et à des pratiques militantes plus offensifs. Parfois ambiguë, parce que la région vote massivement à droite et au centre, la contestation sociale se déploie tout au long des années 1960 : prise de la sous-préfecture de Morlaix par des agriculteurs léonards le 8 juin 1961, bataille des tarifs ferroviaires en 1962, grande manifestation intersyndicale à Nantes le 19 février 1964 (50 000 à 80 000 participants). Fait nouveau, des contacts se nouent dans plusieurs départements entre syndicats ouvriers (CFDT-CGT) et agricoles (FDSEA-CDJA). Les réseaux de

l'Action catholique servent souvent de relais. Dans le Finistère, la CFDT et le CDJA organisent dès janvier 1965 leur rapprochement au sein d'un Comité ouvrier paysan de liaison et d'information (COPLI). C'est ce processus élargi qui va déboucher sur une grande journée d'action régionale au printemps 1968.

Parmi les principaux acteurs, Bernard Lambert, ancien de la Jeunesse agricole catholique (JAC), responsable national du CNJA (1957), député MRP de Châteaubriant de 1958 à 1962, secrétaire général de la FDSEA de Loire-Atlantique en 1964, voit son influence se développer au sein de la FRSEAO (Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest) alors qu'il évolue vers la gauche en adhérant au Parti socialiste unifié (PSU) en 1966. Mais une telle évolution politique n'est pas du goût des responsables de la FDSEA du Finistère qui, au début de 1968, quittent la FRSEAO pour se rapprocher des milieux économiques et patronaux finistériens, en particulier de la Société d'économie mixte du nord-Finistère, présidée par Alexis Gourvennec, le leader paysan lors des manifestations paysannes de 1960-1962, devenu entrepreneur et responsable de la SICA de Saint-Pol-de-Léon.

Frappés par une baisse des prix agricoles et des revenus, inférieurs à la moyenne nationale, les éleveurs bretons manifestent à plusieurs reprises en 1967, n'hésitant pas à recourir à des méthodes violentes. D'abord, à Redon (Ille-et-Vilaine), le 26 juin 1967, 7 000 à 10 000 agriculteurs bloquent les voies ferrées et affrontent les forces de l'ordre (60 blessés). C'est la naissance du « comité de Redon », qui regroupe les FDSEA les plus contestataires. Pour répondre au mécontentement qui monte, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) doit lâcher du lest en programmant une journée nationale d'action le 2 octobre 1967, dont deux manifestations en Bretagne : à Redon et à Quimper. À Redon, on débaptise symboliquement la place du 18-Juin pour la remplacer par la place du 26-Juin rappelant la manifestation précédente. 12 000 à 15 000 personnes convergent vers Quimper. De jeunes vicaires participent. Des élus et des parlementaires du centre et de droite prennent la parole. Les dirigeants du CDJA, notamment ceux des Côtes-du-Nord, tiennent des discours engagés. Un orateur affirme : « Nous ne voulons pas d'une Europe libérale où le profit serait capitaliste. » Un autre ajoute : « La Bretagne ne veut pas mourir. » Des paysans refusent de se disperser. La manifestation tourne à l'émeute. La permanence du député Marc Bécam (UD-V^e) est saccagée. Devant la préfecture, les forces de l'ordre doivent se replier. On dépave des rues, des vitrines sont brisées. On brûle la voiture d'un notable, puis deux fourgons. La maison du gardien de la préfecture s'enflamme alors que les grenades lacrymogènes pleuvent. En deux heures d'affrontements, selon la presse régionale (*Ouest-France* et *Le Télégramme*), 279 personnes sont blessées (179 pour les forces de l'ordre), dont l'agriculteur Victor Talbourdet, qui est dans le coma. Dans la soirée, les dirigeants des trois FDSEA de l'Ouest breton obtiennent du préfet la libération des paysans arrêtés et reprennent leurs troupes

en main. Le conseil général du Finistère, présidé par le sénateur centriste André Colin (Centre démocrate), comprend « l'inquiétude légitime » du monde agricole. Les responsables paysans sont venus avec l'intention d'en découdre. Des photos publiées par *Paris Match* montrent de jeunes paysans casqués avec des gourdins et des frondes. André Bléjean, le président de la FDSEA des Côtes-du-Nord, assume dans *Paris Match* : « Oui, nous avons voulu faire parler les gourdins et les pavés », c'est l'expression d'une colère et d'un certain désespoir. Les paysans bas-bretons ont anticipé les manifestations étudiantes parisiennes.

Ces violences manifestantes vont hanter les organisateurs de la journée du 8 mai 1968, d'autant plus que le monde ouvrier se mobilise pour défendre des emplois menacés dans les industries traditionnelles. Une nouvelle génération d'ouvriers spécialisés y participe, développant des registres d'action beaucoup plus offensifs, car les marches traditionnelles de toute la région lorientaise n'ont pas empêché la fermeture des Forges d'Hennebont (Morbihan) en 1966. Le 26 janvier 1968, à Fougères (Ille-et-Vilaine) où l'industrie de la chaussure est durement touchée par les fermetures d'usines, à l'appel du Front syndical fougerais, 6 000 personnes défilent lors d'une opération « ville morte ». De jeunes ouvriers d'origine rurale décidés à prendre la sous-préfecture débordent le service d'ordre de la CFDT. Redon connaît aussi une forte mobilisation ouvrière et des incidents à la mi-mars 1968. À Quimper même, à la CAPIC, une entreprise de matériel de cuisson (106 salariés), les ouvriers s'opposent à un patron répressif : le 24 janvier 1968, le licenciement d'un jeune de vingt ans déclenche un conflit victorieux à l'issue de 42 jours de débrayages quotidiens et grâce à la solidarité d'un comité de soutien intersyndical. Les conflits sociaux défensifs sont alors nombreux, en particulier en Basse-Loire, alimentant la peur du chômage qui va mobiliser toute la région le 8 mai.

La préparation de la journée régionale d'action du 8 mai

Dans la foulée des événements de Quimper, à l'initiative de la FRSEAO, un front syndical régional paysan et ouvrier se met en place lors d'une réunion intersyndicale à Nantes le 6 novembre 1967. Des revendications économiques et sociales sont avancées et un réquisitoire est dressé contre la politique du gouvernement et de la Communauté économique européenne. C'est une question de survie pour l'Ouest, selon le premier point de la « charte » adoptée. Les deux autres concernent l'emploi et le développement des deux régions administratives de Bretagne et des Pays de la Loire. L'idée d'une grande manifestation régionale germe ce jour-là. La deuxième réunion d'échanges se tient à Rennes le 22 décembre 1967. Et c'est le 13 mars 1968, à Rennes, que la date du 8 mai, qui n'est pas alors un jour férié, est arrêtée.

Les responsables économiques de la pointe de Bretagne sont très remontés contre un

gouvernement auquel ils réclament des investissements industriels à Brest (port pétrolier, raffinerie). Au début de mars 1968, les autorités estiment que la position d'Alexis Gourvennec sera déterminante pour les manifestations de « L'Ouest veut vivre ». Et, pour faire monter la pression, Alexis Gourvennec lance l'idée de créer « un comité interprofessionnel de vigilance » rassemblant toutes les organisations de Basse-Bretagne. Le 11 mars se constitue le Comité d'action de la Bretagne occidentale (CABRO), présidé par Michel Hémery, le président de la FDSEA du Finistère. Mais la CGT et la CFDT refusent de s'associer à un mouvement comprenant des représentants patronaux et des élus qui soutiennent le gouvernement Pompidou. Néanmoins, après moult hésitations, le 26 puis le 30 avril, le CABRO puis la FDSEA du Finistère jettent tout leur poids dans la balance en décidant de mobiliser leurs troupes le 8 mai.

À l'initiative de la journée, la CGT et la CFDT en conservent le contrôle. La participation des paysans aux côtés des salariés et des fonctionnaires ne va pas sans soulever des réticences un peu partout même si, là où il existe, le Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF), syndicat agricole lié au PCF, mobilise ses troupes dans le Centre Bretagne bretonnant. Les agriculteurs ont leurs revendications propres, dont la question des prix du lait et de la viande, qui doit être négociée à Bruxelles à la fin du mois de mai. Les FDSEA doivent expliquer à leur base : on ne va pas manifester *pour* les ouvriers mais *avec* les ouvriers. Après Quimper, les autorités craignent la violence paysanne. Les syndicats enseignants de la FEN appellent à la grève en Bretagne, rejoints au début de mai par le SGEN-CFDT des cinq départements.

Le front syndical en construction n'est pas total dans tout l'Ouest car, sauf en Loire-Atlantique et en Vendée, les unions départementales (UD) de FO ont refusé de s'y associer. Dans le Finistère, l'UD a opposé un refus catégorique alors que son syndicat des communaux décide d'être présent. En revanche, les partis de gauche (PCF, PSU, FGDS, UDB) apportent partout leur appui ainsi que la Ligue des droits de l'homme, le MRJC (Morbihan), la JOC et de nombreuses associations familiales, de retraités et d'anciens combattants. Dans une région très catholique, plusieurs prélats ont fait part de leur inquiétude pour l'emploi et concernant les risques de chômage en publiant des lettres dans *La Semaine religieuse* : Mgr Vial à Nantes et Mgr Mazerat à Angers. Dans la presse régionale, les évêques de Quimper et de Saint-Brieuc apportent leur soutien. La participation du clergé et des enseignants du privé est une nouveauté soulignée par les autorités.

En outre, les événements étudiants parisiens vont venir se télescoper avec le 8 mai car l'agitation gagne les facultés. Le 6 et le 7 mai, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) appelle à la mobilisation, voire à la grève générale. À Rennes, Brest et Nantes, où de fortes mobilisations ont déjà eu lieu à la mi-février (occupations de cités universitaires), on signale des manifestations (500 étudiants à Rennes le 6 mai, 4 000 le 7) et des grèves suivies des premières

occupations de facultés le 7 mai (en lettres puis en sciences). Partout, l'UNEF appelle à participer à la journée du 8 mai. La préparation de « L'Ouest veut vivre » est très intense (des milliers de tracts syndicaux, d'affichettes, des dizaines de communiqués de presse). Les syndicats demandent aux commerçants de baisser leur rideau.

Face à une mobilisation qui s'annonce massive, les autorités préfectorales préparent aussi le maintien de l'ordre en obtenant le 3 mai du ministère de l'Intérieur, pour les 16 villes de l'Ouest concernées, 52 escadrons de gardes mobiles et 23 compagnies de CRS dont 8 pour la seule ville de Quimper. Les forces de l'ordre seront nombreuses et visibles dans un but dissuasif.

Le déroulement de la journée du 8 mai 1968 : « L'Ouest veut vivre »

Il faut d'abord distinguer les grèves des manifestations. Les syndicats ont appelé les salariés du secteur privé et du secteur nationalisé à la grève, mais la fonction publique n'est mobilisée qu'en Bretagne. Le taux de participation varie selon les branches et les départements mais il est plus fort en Bretagne que dans les Pays de la Loire. Dans les Côtes-du-Nord et le Finistère, la grève est quasi générale, selon les Renseignements généraux (RG).

Dans dix villes sur seize, les meetings et les manifestations de rue se déroulent le matin (de 9h30 à 12h). Quatre villes du Finistère sont concernées (Brest, Quimper, Morlaix et Carhaix). Lors de ces meetings, 80 responsables des unions départementales et des unions locales CGT et CFDT et des FDSEA et du CDJA, auxquels on a fait une large place, prennent la parole. Des syndicalistes de la FEN et de l'UNEF sont également présents, mais on ne dénombre que quatre oratrices (5%). Il y a cinq orateurs à Quimper. Les meetings sont suivis de manifestations-défilés, avec pancartes et banderoles, dans le plus grand calme. Le climat bon enfant se voit très bien sur les photographies prises à Quimper dans les rues du centre-ville à proximité de la cathédrale Saint-Corentin. On se dirige vers les préfectures, les sous-préfectures, les mairies où des délégations remettent les motions avec les revendications. La dispersion s'opère dans le calme vers 12h, 12h30. De nombreux élus, maires comme Léon Goraguer à Quimper, parfois ceints de leur écharpe tricolore et accompagnés de leur conseil municipal, ainsi que des conseillers généraux et des parlementaires de gauche ou centristes, sont présents dans les défilés. Citons les députés-maires PSU Yves Le Foll à Saint-Brieuc et Yves Allainmat (FGDS) à Lorient et l'autre député breton du PSU Roger Prat à Morlaix. Le 7 mai, à l'initiative de Roger Prat, le conseil général du Finistère a d'ailleurs apporté son appui au mouvement.

Les préfets et *Ouest-France* insistent sur la présence de membres du clergé (une dizaine à Saint-Brieuc, Quimper, Brest), répondant aux inquiétudes exprimées par leurs évêques. À Quimper, le vicaire général, le chanoine Prigent, et « de nombreux recteurs et vicaires » sont dans la rue. Ils côtoient les responsables de la chambre de commerce, du CABRO, des industriels et des artisans. À Brest, des religieuses enseignantes et des prêtres se retrouvent avec des marins du Conquet et des commerçants. Comme le montrent de belles photos, un groupe de Bigoudènes en coiffe fait sensation dans le cortège à Quimper. La tradition rejoint la modernité, témoignant d'un mouvement interclassiste dans lequel cols bleus et cols blancs sont dans la rue, réalité soulignée à Nantes, avec le soutien d'une partie des classes moyennes. Dans le Finistère, les opérations « ville morte » sont très suivies. À Brest et à Quimper, les commerçants ont fermé « autant par prudence que par solidarité » selon l'appréciation des RG. La mémoire des violences de la manifestation paysanne d'octobre 1967 à Quimper est encore présente. Des commerçants et artisans manifestent à Carhaix car, comme l'indique l'orateur de la CFDT, l'enjeu est de « sombrer ou survivre ». On trouve toutefois une exception notable à Brest, où le centre Leclerc est resté ostensiblement ouvert. Dans les villes universitaires de la région, la présence étudiante (entre 3 000 et 5 600 selon les estimations) n'est pas passée inaperçue (3 000 à Rennes, 400 à Brest, selon la presse).

Malgré la pluie qui tombe sur plusieurs villes, notamment à Brest et à Quimper, les manifestants sont nombreux. L'évaluation des effectifs est bien sûr sujette à caution : les chiffres de la presse régionale, *Ouest-France* et *Le Télégramme*, diffèrent de ceux des autorités. Pour l'ensemble de l'Ouest, le préfet de la région Bretagne donne une fourchette de 59 000 à 69 350 manifestants, entre 116 000 et 121 000 selon la presse régionale. Pour Quimper, les chiffres oscillent entre 8 500 et 16 000 ; pour Brest, entre 10 000 et 25 000 (cortège de 2 kilomètres). Assurément, le gros des troupes a été fourni par la Bretagne historique (cinq départements) et surtout par la Basse-Bretagne : 55 200 (fourchette haute du préfet) à 94 000 personnes (voire 99 000) se seraient rassemblées en Bretagne. La une du *Télégramme* du 10 mai titre : « 8 mai breton. Ils étaient 80 000 » sans plus de précision. Les Pays de la Loire ne sont pas inclus mais la Loire-Atlantique est-elle comptabilisée ? Une page entière avec des photos des manifestants donne des chiffres pour les six villes de la zone de diffusion du quotidien (*Ouest breton*). *Ouest-France* titre : « Déterminés mais dans le calme. Plus de 100 000 ouvriers, paysans, étudiants ont manifesté pour la survie de leur région ». Et l'édition de Quimper montrant les Bigoudènes en coiffe annonce « 50 000 venus de tout le Finistère » et précise qu'il n'y a jamais eu autant de manifestants à Brest. Sauf dans le Finistère (près de 5 000) et malgré la mobilisation des CDJA, les agriculteurs ne sont pas très nombreux dans les cortèges. Mais à Quimper, ils auraient été 2 000 contre quelques centaines dans les villes des autres départements. Le préfet de Bretagne est d'ailleurs surpris de cette faible mobilisation car la situation économique des agriculteurs s'est dégradée depuis les affrontements du 2 octobre 1967 à Quimper.

Ce 8 mai, les incidents sont rares et limités car les services d'ordre syndicaux, surtout ceux de la CGT, surveillent de près les étudiants et les lycéens, en particulier au Mans. À Nantes, après la dislocation syndicale, plusieurs centaines d'étudiants, avec des drapeaux rouges et des drapeaux noirs, suivent un parcours qui s'achève par un sit-in. À Quimper, le maire Léon Goraguer et des syndicalistes dissuadent des dizaines de jeunes de s'en prendre à la préfecture. Ils organisent aussi un sit-in. À Brest, un cordon syndical protège la permanence du parti gaulliste (UD-V^e) et empêche des jeunes d'investir le centre Leclerc resté ouvert par provocation.

Des incidents sont signalés dans deux cités ouvrières mobilisées les mois précédents. À Fougères, quelques vitres sont brisées à la mairie et chez le député gaulliste Michel Cointat (UD-V^e), qui a reçu une délégation. Le mouvement se poursuit l'après-midi : la route de Rennes est barrée. Une dizaine de jeunes tentent de dépaver une rue près de la Poste et une centaine de manifestants forcent le portail de l'usine de chaussures Barbier, puis plusieurs centaines tentent de pénétrer dans la sous-préfecture. Les escarmouches avec les forces de l'ordre se poursuivent jusqu'au soir. À Redon, où sont venus des paysans de Châteaubriant (Loire-Atlantique), des ouvriers ont bloqué la circulation et envisagé de bloquer les trains. En fin de manifestation, quelques carreaux sont brisés dans deux usines (Dubois et Flaminare), action attribuée « vraisemblablement à des étudiants prochinois ». En effet, la direction nationale de l'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste (UJCML) a ordonné à ses militants rennais et nantais, plus quelques Parisiens, de manifester à Redon « avec la classe ouvrière ». Vingt-deux étudiants sont arrêtés par la gendarmerie dans les cafés où ils devaient discuter avec les ouvriers. Ils sont relâchés en rase campagne dans la soirée.

Dans les villes universitaires, à l'issue des cortèges, les responsables de l'UNEF appellent à prolonger le mouvement par solidarité avec les étudiants parisiens victimes de brutalités policières. Dans les jours suivants, la grève étudiante avec occupation se généralise dans les universités de l'Ouest comme ailleurs.

La journée régionale « L'Ouest veut vivre » est l'aboutissement inédit d'une mobilisation syndicale sans précédent qui est parvenue à associer les forces vives d'une région inquiète de son avenir. Mais il ne faudrait pas mythifier ce front uni, même s'il va s'élargir durant le mois de mai 1968. La mobilisation du 8 mai a décru d'intensité de l'ouest vers l'est. La Basse-Bretagne se sentant davantage menacée a répondu sur une base interclassiste tandis que, dans l'est des Pays de la Loire, le mouvement social touchait surtout les salariés avec des revendications classiques. Le 10 mai, le préfet de région Jacques Pélissier de Rennes souligne les risques de manifestations beaucoup plus dures si l'État et le gouvernement ne répondent pas rapidement au « malaise réel » de l'Ouest. Il ne pouvait pas prévoir que le soir même la première « nuit des barricades » à Paris (nuit du 10-11 mai) allait déclencher la grève générale du 13 mai et des manifestations plus

nombreuses (à Nantes, à Rennes, à Quimper) ou équivalentes (à Lorient). Le 14 mai, à Bouguenais près de Nantes, l'occupation de l'usine Sud-Aviation donne le coup d'envoi des grèves ouvrières qui se généralisent dans tout le pays. Incontestablement, sur des revendications propres, la journée du 8 mai 1968 a ouvert une forte séquence de mobilisation dans l'Ouest et marqué le début de Mai 68.

Tableau : Les estimations du nombre de manifestants dans les villes de l'ouest de la France le 8 mai 1968

	Nombre de manifestants selon la police et le préfet	Nombre de manifestants selon la presse régionale	Nombre de manifestants selon les sources préfectorales pour les agriculteurs / les étudiants	
Bretagne				
Finistère			Moins de 5 000	400
Brest	10 000	25 000	1 500	
Quimper	8 500	16 000	2 000	
Carhaix	2 000	4 000	700	
Morlaix	3 000 à 3 500	5 000	?	
Côtes-du-Nord				
Saint-Brieuc	4 500 à 6 000	6 000	300 à 400	20
Morbihan				
Vannes	2 500	5 000		
Lorient	6 000	10 000 à 15 000		
Ille-et-Vilaine				
Rennes	3 000 à 4 000	7 000	50	500 ou 1800
Redon	1 300 à 2 500	2 000	100	
Fougères	2 000 à 2 500	3 000	100	
Saint-Malo	200 à 700	1 000	50	

	Nombre de manifestants selon la police et le préfet	Nombre de manifestants selon la presse régionale	Nombre de manifestants selon les sources préfectorales pour les agriculteurs / les étudiants	
Pays de la Loire				
Loire-Atlantique Nantes	7 000	Plus de 10 000	?	1 000
Vendée La Roche-sur-Yon	1 300	Plus de 2 000	?	
Maine-et-Loire Angers	4 500 à 7 500	10 000	1000	Plus de 1 000
Sarthe Le Mans	3 000 à 5 000	10 000	100	200
Mayenne Laval	350	Plusieurs centaines	50	
Total	59 150 à 69 350	116 500 à 121 500		

Source : Tableau dans Christian Bougeard, *Les Années 68 en Bretagne. Les mutations d'une société (1962-1981)*, Rennes, PUR, p. 106.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPG Une syndicaliste à la tribune s'adresse à la foule. La CFDT et les manifestants reprennent le terme de « déportation » pour dénoncer l'obligation des jeunes Bretons de partir chercher du travail en dehors de leur région, souvent en région parisienne. L'Union démocratique bretonne (UDB), parti autonomiste de gauche, a popularisé cette expression au milieu des années 1960.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGAu meeting « L'Ouest veut vivre ».



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPG Des bigoudènes en conversation pendant le meeting, signe d'une forte identité bretonne et d'une participation de toutes les couches de la société à la journée du 8 mai.



Crédits:

© Fondation Jean-Jaurès – MPGL Le cortège longe le quai de l'Odéon, au niveau de la cathédrale. La photo est prise du pont sur l'Odéon dans la rue Sainte-Catherine.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGUn groupe de Jeunes agriculteurs syndiqués au CDJA du Finistère du canton de Fouesnant. L'inscription « Pompon » (Pompidou) « industrialisation ou révolution » traduit bien l'enjeu de cette manifestation interrégionale pour le développement économique et industriel de l'Ouest de la France et surtout de la Basse-Bretagne.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPG Des manifestants devant les grilles de la préfecture de Quimper.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGLes élus du conseil municipal de Quimper défilent avec leur écharpe tricolore dans les rues de Quimper, au sein du cortège, derrière les syndicats, notamment la CGT.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGPhoto furtive des forces de l'ordre (gendarmes mobiles ou CRS ?) en position à l'intérieur de la préfecture du Finistère. Les autorités craignent des dérapages violents comme ceux qui se sont produits à Quimper le 2 octobre précédent.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGLe cortège longe le quai de l'Odéon, au niveau de la cathédrale. La photo est prise du pont sur l'Odéon dans la rue Sainte-Catherine.



Crédits: © Fondation Jean-Jaurès – MPGLe cortège longe le quai de l'Odéon, ici au niveau de la confluence de la rivière avec la Seine.